



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE  
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

### ARRÊTÉ

**n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/949 du 30 décembre 2016**  
**mettant en demeure la société AXEREA de respecter les dispositions de l'article 1.6 du titre 5**  
**de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF-DCI 3/BE 145 du 1<sup>er</sup> août 2007**  
**pour son établissement situé 45 quai de l'Apport Paris à CORBEIL-ESSONNES (91100)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**  
**Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 91.0819 du 18 mars 1991 autorisant la COOPERATIVE AGRICOLE de CORBEIL à exploiter dans son établissement situé 45 quai de l'Apport Paris à CORBEIL-ESSONNES, les activités suivantes :

- **n° 376 bis 1° (A) avec le bénéfice de l'antériorité** : silos de stockage de céréales, silo de transit + silo des tarterêts. *Volume total de stockage = 64 100m<sup>3</sup>*,
- **n° 153 bis A 1° (A) avec le bénéfice de l'antériorité** : installation de combustion (séchoirs). *Puissance thermique maximale = 21,33 MW*
- **n° 357 septies (A) avec le bénéfice de l'antériorité** : dépôt de produits agropharmaceutiques ;
  - en sacs, capacité = 350 tonnes
  - en vrac, capacité = 1 600 tonnes
- **n° 211 B 1° (D) : dépôt de gaz combustible liquéfié (1 réservoir fixe de 120m<sup>3</sup> de propane),**
- **n° 253 C (D) : dépôts de liquides inflammables de la 2<sup>ème</sup> catégorie. 4 dépôts distincts de FOD :**
  - 4 cuves enterrées de (2x7 000l) + 15 000l + 16 000l
  - 3 cuves aériennes de 30 000l
  - 1 cuve enterrée de 80 000l
  - 6 cuves semi-enfouies de 52 000l + 53 000l + 50 000l + 48 000l + (2x100 000l)

VU le récépissé de déclaration de succession du 4 mars 1999 délivré à la société COOPERATIVE AGRICOLE LA FRANCILIENNE pour l'exploitation des activités précédemment exploitées par la COOPERATIVE AGRICOLE de CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 11 mai 2004 délivré à la société COOPÉRATIVE AGRICOLE LE DUNOIS AGRALYS pour la reprise des activités précédemment exploitées par la COOPERATIVE AGRICOLE LA FRANCILIENNE à CORBEIL-ESSONNES,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004.PREF.DAI3/BE 0147 du 30 septembre 2004 imposant à la société COOPÉRATIVE AGRICOLE LE DUNOIS AGRALYS l'actualisation de l'étude de dangers de son site de CORBEIL-ESSONNES,

VU l'arrêté préfectoral n°2007-PREF.DCI3/BE 145 du 1er août 2007 imposant à la société LE DUNOIS AGRALYS des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation du silo de stockage de céréales à Corbeil-Essonnes situé 45 quai de l'Apport de Paris à CORBEIL-ESSONNES (91100) :

- *n°2160.1.a (A) : silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables (Volume total égal à 61 650 m<sup>3</sup>)*
- *n°2910.A.1 (A) : Combustion (Puissance thermique totale égale à 21,33 MW)*
- *n°2260-2 (D) : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226 mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail (Puissance totale mise en œuvre égale à 390 kW)*

VU le récépissé n°2009-0125 de déclaration de changement de dénomination sociale délivré le 24 novembre 2009 à la COOPERATIVE AGRICOLE SCA AGRALYS,

VU le récépissé n°2010-0064 de déclaration de changement d'exploitant délivré le 8 juillet 2010 à la société AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES pour la reprise des activités précédemment exploitées par la COOPERATIVE AGRICOLE SCA AGRALYS au 45 quai de l'Apport de Paris à CORBEIL-ESSONNES (91100),

VU le récépissé n°PREF.DRIEE.2014-0030 de déclaration de changement de dénomination délivré le 17 avril 2014 à la société SCA AXEREAL,

VU le courrier préfectoral du 28 septembre 2016 actant la mise à jour de la situation administrative de la société AXEREAL, comme suit :

- *2160-2.a (A) : silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structures gonflable*

*2. Autres installations :*

*Volume total de stockage dans le silo vertical (silo n°4) : 35 500 m<sup>3</sup>*

- *2160.1 (E) : silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structures gonflable*

*1- silos plats :*

*Volume total de stockage dans les silos plats (silos n°1,2 et 3) : 26 000 m<sup>3</sup>*

- *2910.A.2 (DC) : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771.*

*A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est*

*2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW*

*Combustion consommant du gaz naturel*

*Puissance thermique totale 19,74 MW*

- 2260.2.b (D) avec BA : broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliment composés pour des animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.

2- Autres installations que celles visées au 1 :

b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égales à 500 kW

**Puissance totale mise en œuvre : 390 kW**

- 4510 (NC) : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes  
19 tonnes

- 4511 (NC) : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes  
30 tonnes

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 28 septembre 2016, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 14 septembre 2016, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 7 octobre 2016 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 octobre 2016,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 8 décembre 2016 faisant suite à ces observations,

CONSIDERANT que lors de la visite du 14 septembre 2016, l'inspecteur a constaté que :

- l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de la préfète de l'Essonne l'augmentation des capacités de stockage des silos plats préalablement à l'exploitation de nouvelles cellules, contrairement à l'article 2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°91.0819 du 18 mars 1991 susvisé,

- l'exploitant n'a pas pu démontrer la présence d'un séparateur à hydrocarbures, contrairement à l'article 1.6 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF-DCI 3/BE 145 du 1<sup>er</sup> août 2007 susvisé,

CONSIDERANT que l'exploitant a transmis par courrier en date du 18 octobre 2016 susvisé, un porter-à-connaissance traitant des cases mises en exploitation à la place d'anciens séchoirs ainsi qu'un porter-à-connaissance portant sur la case mise en exploitation suite au départ de la société Lifting Cars, conformément à l'article 2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°91.0819 du 18 mars 1991 susvisé,

CONSIDERANT que ces éléments permettent de justifier l'accomplissement des actions correctives en ce qui concerne le constat relatif au porter-à-connaissance,

CONSIDERANT que le constat restant constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.6 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF-DCI 3/BE 145 du 1<sup>er</sup> août 2007 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAL de respecter les dispositions de l'article 1.6 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF-DCI 3/BE 145 du 1<sup>er</sup> août 2007 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société AXEREAL, dont le siège social est situé 36, Rue de la Manufacture CS 40639 45166 OLIVET CEDEX, exploitant une installation de stockage de céréales sise 45 quai de l'Apport de Paris 91100 CORBEIL-ESSONNES, est mise en demeure de respecter **avant le 31 décembre 2017 :**

- l'article 1.6 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF-DCI 3/BE 145 du 1<sup>er</sup> août 2007 susvisé : les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être traitées dans un séparateur-hydrocarbure convenablement dimensionné. L'étude technique définissant la solution retenue doit être transmise à la préfète de l'Essonne **avant le 31 mai 2017.**

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

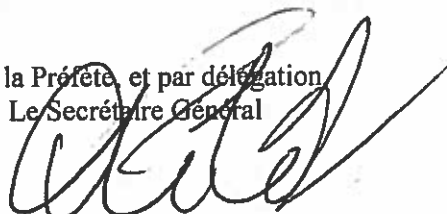
### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société AXEREAL, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de CORBEIL-ESSONNES.

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général



David PHILOT